

ESPAGNOL
ANALYSE ET COMMENTAIRE DE TEXTES OU DOCUMENTS

ÉPREUVE À OPTION – ÉCRIT

Laura Brondino, Catherine Sablonnière

Coefficient 3 ; Durée : 6 heures

70 candidats se sont présentés à l'épreuve. La note maximum a été 18/20, et la note minimum 00/20 (2 copies blanches). Les résultats reflètent, dans l'ensemble, une amélioration relative de la langue, sur laquelle nous reviendrons, et le respect par pratiquement tous les candidats de la structure du commentaire de dossier. La moyenne est de 10,68 (copies blanches incluses).

Le sujet proposé cette année comportait cinq documents relatifs à l'idée de liberté et à sa problématique mise en œuvre au Mexique, depuis l'indépendance jusqu'aux années 1930. L'amplitude conceptuelle et temporelle du sujet permettait aux candidats de mener l'analyse des documents à partir d'une ample palette d'axes de lecture. L'amplitude temporelle n'appelait pas une connaissance approfondie de l'histoire politique du XIX^{ème} siècle mexicain, ce qu'il aurait été irréaliste d'attendre des candidats ; en revanche, elle exigeait d'inscrire la réflexion sur la liberté sur le temps long, et le jury était en droit d'attendre des candidats qu'ils soient au moins en mesure de situer correctement les textes proposés dans le cadre historique général de l'Amérique Latine. Ce d'autant plus que chaque document proposé était centré sur l'un des « moments » d'une périodisation somme toute très classique – Indépendance, Réforme et « porfiriato », et « Révolution Mexicaine ». La plupart des candidats a fait preuve des connaissances minimales nécessaires pour le commentaire, mais le jury doit insister, comme par le passé, sur le fait qu'elles ont trop souvent été plaquées sur les textes et, par conséquent, souvent mobilisées à mauvais escient. De fait, le fil conducteur de la liberté qui invitait à revisiter les grandes ruptures sanctionnées par l'histoire officielle – et ce jusqu'à aujourd'hui, puisque le néo-gouvernement mexicain se pose en « 4^e transformation », après celle de l'Indépendance, de la Réforme et de la Révolution – n'a pas semblé faire sens pour de nombreux candidats. Ceux-ci ont visiblement été décontenancés, par exemple, par les propos de Luis Cabrera sur la « Révolution Mexicaine » parce qu'ils ne correspondaient visiblement pas à ce que la tradition historiographique a défini comme étant la « révolution sociale » qui s'est posée en critique radicale du libéralisme du XIX^{ème} siècle. Plus largement, le dossier proposé invitait à historiciser l'idée de liberté à partir de l'analyse des documents, ce qui fait d'autant plus regretter que certains candidats se soient évertués à inventer des épisodes de l'histoire mexicaine.

Le jury est ouvert à toute problématique qui témoigne d'une lecture attentive du dossier. De nombreux candidats ont choisi de se pencher sur la portée des « révolutions » qui apparaissent au fil des textes et qui sont censées mettre en œuvre la liberté, d'autres ont insisté sur le débat autour de l'usage de la violence pour atteindre la liberté, d'autres encore sur la dimension identitaire que comportait le débat politique. Encore fallait-il être un tant soit peu rigoureux dans l'usage de termes polysémiques tel que celui de révolution. Certains candidats qui ont construit leur commentaire à partir du concept de révolution ont omis de le définir, ce qui les a ensuite menés à en faire un usage indiscriminé qui confondait les définitions implicites et diverses du terme apparaissant dans les documents et leur propre conception de ce qui serait une révolution. Les meilleures copies ont mené une fine analyse de l'évolution des contenus donnés à la liberté et au libéralisme, à partir des problématiques concrètes auxquelles se

heurtent les contemporains, tout en mettant en relief la continuité d'un débat sur la liberté entre le premier document daté de 1821 et le dernier, daté de 1936.

Le premier document offrait une définition de la liberté telle qu'elle est conçue par les élites politiques, dont relève l'auteur José María Luis Mora, lors de la révolution politique que constitue l'indépendance du pays. Les meilleures copies ont bien précisé que la liberté n'est pas simplement l'indépendance de l'Espagne mais le « sistema liberal » décrit par Mora : comme sous d'autres latitudes, il est conçu d'abord comme l'empire de la loi (la Constitution) qui est censé assurer la liberté du citoyen, ou encore, tel qu'expliqué dans certaines copies, comme « l'état de droit » par opposition à l'Ancien Régime. La problématique mise en œuvre de ce « système libéral » n'est pas l'apanage du Mexique ni des pays latino-américains : le jury a regretté de retrouver dans certaines copies l'idée surannée de l'impossibilité d'appliquer correctement des principes universels en Amérique Latine, et rappelle que les luttes et débats politiques latino-américains ne sont pas le simple reflet d' « influences » ou « importations » européennes sur un continent qui a depuis un certain temps déjà été qualifié plutôt d' « Extrême Occident » par exemple. Certes, certains documents du dossier évoquent cette idée, mais c'est justement pour proposer une version autochtone de la même modernité recherchée, et se faisant les concepteurs de projets qui doivent aussi à des circulations intellectuelles aujourd'hui largement reconnues. En revanche, plusieurs copies ont identifié, aux côtés de la conviction de Mora qu'il suffit d'une bonne Constitution pour assurer la liberté du citoyen et l'autorité de l'État, la reconnaissance de divisions de fait au sein de la néo-société mexicaine.

Les autres documents du dossier font état de ces divisions au sujet justement de ce que l'on entend par liberté et des voies à suivre pour son implantation, mettant en jeu un vaste débat sur les problématiques socio-politiques du pays. L'article daté de 1878 conteste le constitutionnalisme d'un Mora qui ne serait que « libertad verbal ». Celle-ci serait responsable des conflits armés et sanglants qui ont caractérisé les premières décennies de la vie indépendante du pays, conflits qui auraient fini par déboucher sur la négation de la liberté – Porfirio Díaz est à peine arrivé au pouvoir et est loin d'avoir pacifié le pays. L'auteur Justo Sierra met en question les grands principes du « système libéral » tel celui de la souveraineté du peuple, les libertés politiques du citoyen, non pas pour un retour en arrière, mais pour faire surgir « le souverain » en chair et en os. « Le travail, la paix et l'instruction » sont les nouveaux ingrédients d'un libéralisme qui se dit conservateur parce qu'il oppose « l'évolution » à la « révolution » au sens de « régénérat(i)on par la violence ». Peu de candidats ont prêté attention à l'infléchissement de la liberté dans le sens du progrès économique à partir de ces trois ingrédients. Cet article programmatique d'un Justo Sierra qui se veut le porte-parole d'une nouvelle génération est visiblement imbu de scientisme ou, si l'on veut, d'un positivisme dont la vision organique et évolutionniste a appuyé la « transformation du libéralisme » (Ch. Hale) qui, après la victoire définitive des libéraux sur les conservateurs et surtout sur l'Empire français, tend à définir la nation mexicaine elle-même.

Le troisième document, du même auteur mais signé 24 ans plus tard, ainsi que le quatrième, daté de 1891, permettaient de s'interroger sur la voie prise par ce qui s'annonçait comme un libéralisme conservateur et qui a cautionné la longévité politique et les méthodes du gouvernement de Porfirio Díaz. Extrêmement riche, le texte de Sierra pouvait être mis en résonance avec tous les autres en offrant la possibilité de développer différentes facettes des problèmes socio-politiques du pays depuis l'indépendance. Faisant un bilan de deux décennies de paix, Sierra insiste sur les fruits qu'elle a portés : le progrès économique et, au-delà, la voie pour venir à bout de la désunion des décennies précédentes. Celle qu'il considère comme « la bourgeoisie » est décrite comme la classe qui « absorbe » toutes les autres, pour constituer finalement la nation mexicaine. Les meilleures copies ont identifié dans cette présentation de la bourgeoisie une vision pour le moins élitiste du politique, voire la fort connue « illusion des

oligarchies » à cheval sur le XX^{ème} siècle, au Mexique comme dans d'autres pays latino-américains (et elles auraient pu s'interroger sur l'aspiration à l'unanimité plutôt qu'au pluralisme politique). Seul l'indien resterait à intégrer, encore une fois par l'éducation et le travail, alors qu'il représente encore la majeure partie de la population ; les copies qui ont insisté sur la recherche de la formation d'une identité nationale auraient pu approfondir l'identification qui est faite entre la bourgeoisie et la « classe » métisse, et commenter l'absence de toute mention du « problème indien » en 1821. Certains ont fort heureusement mis en relation la vision des indiens par Sierra avec leur insignifiance dans la vie politique locale romancée par le texte d'Emilio Rabasa. Trop nombreux ont été ceux qui ont insisté à juste titre sur la question de l'éducation sans s'interroger pour autant sur la position finalement élitiste de l'auteur ; cela rendait difficile de mobiliser à bon escient la référence à la promotion de l'éducation des masses (et surtout en zone rurale) par les gouvernements issus de la « Révolution Mexicaine ».

Sierra qui, en 1902, est un éminent intellectuel non étranger au gouvernement de Díaz, justifie donc l'autre face de « l'évolution » du peuple mexicain, le gouvernement autoritaire de Porfirio Díaz, mais il en est également visiblement inquiet. Nombre de copies ont bien mis en avant le glissement, reconnu par Sierra, de la liberté comme « gouvernement de soi-même » vers la paix et le progrès économique, au profit du « gouvernement personnel » et « extralégal » de Porfirio Díaz ; seules quelques copies ont perçu l'inquiétude et à la fois la myopie de l'auteur qui, à quelques années du début de la « Révolution Mexicaine » compte encore sur la lente évolution du peuple mexicain vers la liberté.

L'ironie du texte d'Emilio Rabasa, par ailleurs cousue de fil blanc, a été largement soulignée par les candidats. Ils se sont souvent centrés sur le personnage du « jefe político » dont les pratiques contredisent les propos de Sierra sur les quelques progrès politiques mexicains, comme la fin des « caciquats » et des « tyrannies locales ». Les meilleures analyses ont également exploité la description des différents groupes politiques et classes sociales mis en scène, en la mettant en dialogue avec la description de la bourgeoisie par Sierra, ou encore en développant ainsi la question de la laïcité. Cependant, l'immense majorité des copies s'est contentée de lire ce texte comme une illustration de « la réalité » de l'époque, en omettant par ailleurs de considérer que ce portrait de la vie politique locale ne se rapportait pas forcément à la période porfirienne. Par exemple, il a été mis en avant « l'absence de conscience politique chez le peuple », sans s'interroger sur la position et les objectifs de l'auteur. Si le jury n'attendait pas que celui-ci fût connu des candidats, il a été quelque peu surpris de ce qu'aucun candidat n'exploite les informations fournies par le paratexte qui, rappelons-le, n'est pas de simple mise. Entre autres choses, ces informations permettaient aux candidats de prendre en compte l'implication de l'auteur dans le régime autoritaire de Porfirio Díaz - de fait, en tant que gouverneur, Emilio Rabasa a fustigé les « caciquats » traditionnels -, ou encore de mener une réflexion sur la construction de l'image d'un peuple dépourvu de « conscience politique » qui rejoint finalement la vision d'un Justo Sierra, par un auteur qui appartient à la même génération de l'élite politique.

La réédition du bref roman de Rabasa en 1931 aurait pu être exploitée pour commenter le débat qu'entreprend Luis Cabrera sur la « révolution actuelle » et celle « d'alors ». De trop nombreuses copies ont fait montre de ne pas connaître les caractéristiques les plus générales de la dénommée Révolution Mexicaine qui est pourtant l'un des événements les plus connus de l'histoire latino-américaine. Plus probablement décontenancés par un texte qui met l'accent sur la critique de la « révolution actuelle », à savoir la politique du gouvernement en place en 1936, les candidats ont trop rarement saisi le lien entre ce document et les précédents. Ceux qui l'ont fait, ont illustré au moins l'un des deux axes fondamentaux du texte. En premier lieu, Cabrera est porteur d'une nouvelle conception de la liberté. De façon similaire à Sierra, il ne s'en tient pas aux simples principes qu'il dénomme « liberté théorique », mais il ne recherche pas non plus la seule « liberté politique » qui est encore la référence d'un Sierra. La lutte pour la « liberté

politique » a été portée par Madero qui revendiquait un retour aux principes libéraux neutralisés par le pouvoir « extra-légal » de Porfirio Díaz. Il était attendu que les candidats se souviennent de la revendication de Madero au sujet du « sufragio efectivo » et qu'ils reconnaissent dans les « libertés concrètes » qu'énumère Cabrera pour le moins les corollaires de la revendication initiale des paysans qui ont appuyé Madero, la terre, et qui ont mené ensuite à une modification radicale de la conception de la liberté, une liberté qui inclurait désormais ce que nous appelons aujourd'hui les droits sociaux. Si l'on pouvait mobiliser la notion de « révolution sociale » pour distinguer la Constitution de 1917 de la « révolution politique » qu'a sanctionné la première Constitution mexicaine, la critique de Cabrera pointe moins les insuffisances de la première que l'oubli de la seconde, et c'est là le second axe de son argumentaire. Contre la conception conservatrice que sous-tendait « l'évolution » promue par les « porfiristes », il a soutenu l'usage de la force pour rompre avec les limites du sens donné à la liberté par ses prédécesseurs du XIX^{ème} siècle, mais il refuse de renoncer à l'héritage de l'état de droit, au fondement de la liberté moderne formulée par Mora en 1821.

Il était aisé en conclusion de prolonger la réflexion, par exemple en faisant référence à l'usage de la violence au nom de la « Révolution Mexicaine », sans s'éloigner abruptement du sujet par des références introduites trop rapidement comme celle des FARC en Colombie ; une ouverture sur le néo-gouvernement de la « 4^e transformation » pouvait être fort bienvenue pour mettre en lumière l'actualité de la problématique qui traverse les documents du dossier. Pourtant, les renvois à AMLO ont plutôt montré une méconnaissance de l'actualité mexicaine et le jury rappelle aux candidats que mieux vaut s'en tenir à une synthèse finale du commentaire claire et mesurée que d'ouvrir de manière maladroite voire incohérente sur l'actualité.

Le jury est particulièrement attentif à la maîtrise de la langue espagnole et a durement sanctionné les copies qui en martyrisaient la grammaire et l'orthographe. Aux barbarismes « classiques » (*absorbando, aludando, deseía, apruebo, instutuo, profita*, etc.) et néanmoins impardonnables, s'ajoutent de nombreuses fautes relevant des connaissances de base que tout étudiant doit avoir : fautes de préposition (après « permitir » ou « participar » par exemple) récurrentes, absence du subjonctif après « para que », confusion de « por » et « para ». Certains candidats ne maîtrisent pas ces bases et écrivent dans une langue pétée de gallicismes.

Une langue correcte est également une langue riche qui permet de nuancer la pensée. Afin que les futurs candidats prennent bien conscience de cet impératif, voici quelques exemples de la pauvreté ou de l'indigence de certains commentaires, imputables en partie à cette méconnaissance de la langue : « se puso en marcha reacciones progresivas frente a ese poder », « la historia mexicana conoció intenciones de libertad muy rapidamente después de la invasión extranjera. Pueblos se sublevaron para conservar su identidad, pero fue peligroso ». Le jury invite donc de manière assez classique à prendre le plus grand soin de la langue.

Voici, pour finir et à titre indicatif, quelques exemples de plans et de problématiques :

- 1. La révolution comme projet et ferment national/ 2. Une société divisée qui enraye les aspirations initiales/ 3. Un processus de transformation politique sur le long terme.
- 1. Une liberté théorique/ 2. L'absence de libertés concrètes/ 3. Les déceptions engendrées par la révolution.

“¿En qué medida el principio de libertad constituye un horizonte y un límite para los sistemas políticos mexicanos desde la independencia hasta la revolución?”

“¿En qué medida la reivindicación de la idea de revolución y de libertad obstaculizó la emergencia de un debate político sereno?”